

6.1 Consommation des ménages

En 2012, la **dépense de consommation finale des ménages** se replie en volume pour la première fois depuis 1993 (- 0,4 %). C'est la seconde baisse des dépenses de consommation enregistrée en 60 ans. Alors que le **revenu disponible brut des ménages** ralentit fortement en valeur, les prix de leurs dépenses de consommation continuent de progresser (+ 1,9 %). En conséquence, le **pouvoir d'achat** des ménages recule nettement. La **consommation effective des ménages** est stable.

Après avoir renoué avec la croissance en 2011, les achats d'automobiles neuves et d'occasion chutent en 2012. Une telle baisse n'avait pas été observée depuis 1997. En volume, le marché des voitures d'occasion résiste, tandis que celui du neuf recule pour la troisième année consécutive.

En 2012, la dépense de consommation en biens et services de l'économie de l'information se contracte en valeur, après avoir été stable en 2011. Mesurée en volume, elle reste dynamique, soutenue par la baisse des prix. Le secteur est porté par le marché des téléphones mobiles, en lien avec l'essor des *smartphones*, et par les services de télécommunications. Suite à l'arrivée sur le marché d'un nouvel opérateur et la généralisation des offres illimitées, les prix de ces services se replient plus fortement que les années précédentes. L'intérêt des ménages pour l'informatique ne se dément pas, les tablettes prenant le relais des ordinateurs. À l'inverse, les achats

de téléviseurs reculent après plusieurs années de croissance dynamique portée par l'arrivée de la TNT et l'équipement des ménages en écran plat. Les dépenses liées à la culture et aux loisirs sont le principal poste à pâtir de la baisse du pouvoir d'achat.

Les **dépenses de consommation des ménages consacrées au logement**, à son chauffage et à son éclairage, représentent une part majoritaire des **dépenses pré-engagées** (78,2 % en 2012). La consommation des ménages en loyers progresse de 1 % en valeur par rapport à 2011, après six années de ralentissement : cette hausse est la conséquence de l'augmentation de l'**indice de référence des loyers**, qui sert de référence pour la revalorisation maximale des loyers en cours de bail mais aussi des augmentations de loyers au moment d'un changement de locataire. Les dépenses en produits énergétiques augmentent en volume. Ce rebond est le fait des dépenses en chauffage et éclairage qui retrouvent un niveau normal après une année 2011 particulièrement douce.

La consommation de produits alimentaires se maintient en volume, malgré une nouvelle accélération des prix. La consommation de tabac décroît. La consommation des ménages en assurance reste stable. Les dépenses de santé des ménages poursuivent leur croissance. Il en est de même pour les soins pris en charge par la collectivité (médicaments, médecine de ville et hôpitaux). ■

Définitions

Dépense de consommation finale des ménages : recouvre les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins. Les produits correspondants ne sont pas stockés, mais considérés comme consommés au moment de leur achat, même s'ils sont durables (voitures, électroménagers, meubles, etc.). La dépense de consommation finale des ménages inclut la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. Elle inclut également les loyers imputés qui sont représentatifs des services de logement produits par les propriétaires qui occupent leur propre logement.

Consommation effective des ménages, dépense de consommation en logement, dépenses pré-engagées, indice de référence des loyers, pouvoir d'achat, revenu arbitral, revenu disponible brut des ménages : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « En 2012, plus d'une personne sur deux a déjà acheté sur Internet », *Insee Première* n° 1453, juin 2013.
- « La consommation des ménages en berne en 2012 », *Insee Première* n° 1450, juin 2013.
- « Les comptes de la nation en 2012 – Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule », *Insee Première* n° 1447, mai 2013.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2013.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Consommation des ménages 6.1

Consommation des ménages par fonction

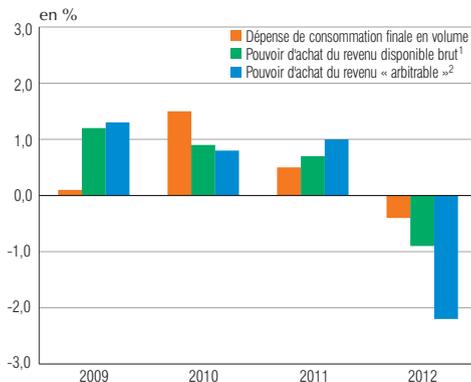
	Consommation en milliards d'euros	Variation annuelle en volume en %			Poids dans la valeur de la consommation effective en %	
		2012	2010 (r)	2011 (r)	2012	2012
Alimentation et boissons non alcoolisées	156,3	1,2	0,8	0,7	11,0	10,4
Produits alimentaires	142,4	1,0	0,6	0,8	10,2	9,5
dont : pains et céréales	22,7	1,9	3,5	1,8	1,5	1,5
viandes	39,7	0,8	-0,5	-0,3	3,0	2,6
poissons et crustacés	10,0	0,8	-1,6	-0,9	0,7	0,7
lait, fromages et oeufs	22,5	2,4	1,8	1,5	1,5	1,5
fruits et légumes	25,9	-0,7	-1,6	1,4	1,9	1,7
Boissons non alcoolisées	13,9	3,3	3,0	0,0	0,8	0,9
Boissons alcoolisées et tabac	36,6	-0,2	0,1	-2,8	2,8	2,4
Boissons alcoolisées	17,1	-0,4	1,0	-1,5	1,3	1,1
Tabac	19,4	0,1	-0,6	-3,8	1,4	1,3
Articles d'habillement et chaussures	47,7	0,8	-1,0	-2,3	4,0	3,2
Logement, chauffage, éclairage	292,7	1,4	-1,1	1,7	17,9	19,5
dont : location de logement	209,7	1,1	0,9	1,2	13,1	14,0
chauffage, éclairage	48,5	4,9	-11,5	6,2	2,7	3,2
Équipement du logement	65,2	2,4	1,5	-1,4	4,6	4,3
Santé	44,0	2,4	2,9	2,8	2,6	2,9
Transport	159,2	-0,4	0,6	-3,6	11,0	10,6
Achats de véhicules	37,4	-2,7	0,9	-9,5	3,3	2,5
Carburants, lubrifiants	42,8	-1,1	-1,3	-2,3	2,7	2,9
Services de transports	26,0	2,0	3,7	1,2	1,5	1,7
Communications	30,1	2,9	5,6	9,1	2,1	2,0
Loisirs et culture	92,0	2,8	2,5	-1,5	6,9	6,1
Éducation	9,5	-0,9	-0,1	1,0	0,5	0,6
Hôtels, cafés et restaurants	80,4	1,6	1,3	-1,4	5,6	5,4
Autres biens et services	127,8	1,1	1,4	0,3	8,5	8,5
dont : soins personnels	25,5	3,4	3,5	1,6	1,7	1,7
assurances	43,4	-0,8	1,5	0,1	2,3	2,9
Correction territoriale	-11,6	-26,7	23,1	52,7	-1,1	-0,8
Dépense de consommation des ménages	1 129,8	1,5	0,5	-0,4	76,4	75,3
Dépense de consommation des ISBLSM ¹	42,5	3,8	1,6	1,9	2,7	2,8
Dépense de consommation des APU ²	328,3	1,7	1,5	1,4	20,9	21,9
dont : santé	145,5	2,8	2,1	2,2	9,1	9,7
éducation	97,0	0,3	0,3	0,4	6,9	6,5
Consommation effective des ménages	1 500,6	1,6	0,8	0,0	100,0	100,0

1. Institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Dépenses de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Évolution de la dépense et du pouvoir d'achat des ménages



1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation finale des ménages.

2. L'évolution calculée est déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation non pré-engagées des ménages.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Dépense de consommation des ménages par fonction de consommation dans quelques pays de l'UE en 2011

	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	11,5	13,8	13,4	14,2	9,1
Boissons alcoolisées, tabac et narcotiques	3,2	2,9	3,2	2,8	3,7
Articles d'habillement et articles chaussants	4,9	5,3	4,3	7,4	6,0
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	24,4	20,4	25,0	22,4	23,9
Ameublement, équip. ménager et entretien courant de la maison	6,2	4,8	5,8	7,2	5,0
Santé	4,8	3,5	3,8	2,9	1,8
Transports	14,0	11,5	14,3	12,8	14,2
Communications	2,6	2,8	2,8	2,4	2,2
Loisirs et culture	8,9	8,1	8,3	7,3	10,7
Enseignement	1,0	1,4	0,8	1,0	1,5
Hôtels, cafés et restaurants	5,9	17,7	7,1	10,2	10,0
Autres biens et services	12,6	7,9	11,2	9,6	11,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Eurostat.